

Se porter aux côt

La rentrée sociale est marquée par un intense pilonnage idéologique et politique du pouvoir de droite pour tenter d'empêcher la relance des mouvements sociaux à l'heure où s'annoncent de véritables drames sociaux et humains.

L'argumentaire se déploie autour de quelques axes fondamentaux : tenter de faire croire à une reprise, chercher une unité nationale avec la mise en place d'un grand emprunt, sous l'égide d'une commission, présidée par Mrs Rocard et Juppé, intégrant libéraux et socio-libéraux, l'embrouillamini organisé autour de ce nouvel impôt sur les seuls ménages, « la taxe carbone », la menace du ministre du Budget de révéler une liste de contribuables qui échappent à la fiscalité pour faire croire à leur conversion à la justice sociale. La même semaine, les syndicalistes de Continental sont condamnés par les tribunaux, mais les délinquants fiscaux ont quatre mois pour mettre leur argent dans d'autres paradis fiscaux. Sans oublier le thème de l'insécurité qui revient au grand galop. Par contre, pour le système médiatico-politique, l'insécurité sociale n'existe pas ! Voilà qui éclaire la nature de classe de cette politique. Et puis une nouvelle fois M. Sarkozy qui convoque les banquiers pour décider de... ne rien décider.

En vérité, les décisions prises par M. Sarkozy et les gérants du capitalisme mondial n'ont eu aucun effet positif pour nos concitoyens. Par contre, ils ont permis le retour des profits bancaires et des plus grandes entreprises et à la spéculation de reprendre de plus belle.

4,5 milliards d'euros de profits pour Total au premier semestre, 3,2 pour BNP-Paribas, 2,9 pour EDF, 2,6 pour France Telecom, etc. Globalement, c'est près de 23 milliards d'euros de profits qui ont été engrangés par les ténors de la Bourse au premier semestre 2009. Des résultats obtenus sur le dos des salariés subissant fermetures de sites, chômage partiel, gel des salaires.

Aucune décision favorable n'a été prise pour le pouvoir d'achat et l'emploi alors que nos concitoyens subissent des hausses de prix à la consommation. La baisse de la TVA dans la restauration s'avère être une belle arnaque. Selon l'INSEE, notre pays compterait plus de 704.000 demandeurs d'emplois supplémentaires d'ici à la fin de l'année, l'Or-

ganisation internationale du travail, quant à elle table sur la destruction de 59 millions d'emplois de par le monde. Un tel niveau de chômage, une telle précarité et une telle faiblesse des salaires, pensions et retraites sapent les bases de la consommation, donc d'une relance durable.

Les réponses capitalistes à la crise du capitalisme rendent ce système prédateur des hommes et de la nature, encore plus « amoral ». Aucun beau discours, aucune réunion du G20 ne nous convaincront du contraire.

Et les projets de décision des prochains mois visent à conforter encore le système en pompant toujours plus les résultats du travail et à épargner ainsi le capital, par le travail du dimanche, la suppression de la taxe professionnelle, l'abaissement du taux de remplacement des retraites et le très probable allongement de l'âge du départ, la mise en cause des services publics... **Alors que parallèlement, les cadeaux distribués, les quinze milliards par le bouclier fiscal, les quelques 75 milliards d'euros sous forme de garantie et 20 milliards en injection de fonds propres en 2009 aux six principales banques françaises pèsent lourdement sur la dette publique.** Or, une fois encore le gouvernement poursuit sa logique libérale pour réduire le déficit en fragilisant les salariés et les revenus modestes par des emplois publics sacrifiés et la compression des dépenses sociales utiles, conduisant nos concitoyens à l'impasse, à la résignation et aux souffrances. Nous le voyons, par exemple, en ces jours de rentrée scolaire avec la suppression de 13.500 postes d'enseignants, avec le danger d'un enseignement au rabais, soldant l'avenir des plus jeunes, notamment ceux des quartiers populaires.

Dans le même temps, le verrouillage politique s'amplifie. Le Président de la République crée le « parti unique » autour de lui. La réforme électorale pour les législatives - amenant à supprimer trente-trois circonscriptions dont vingt-deux aujourd'hui à gauche - et celle des élections locales, vise à permettre à l'UMP de détenir les leviers de commande pour longtemps par un redécoupage à sa pleine mesure.

La réforme territoriale qui vient en débat au Sénat s'inscrit également dans cette démarche. Ce projet ne vise rien de moins qu'à la mise sous-tutelle des politiques territoriales par l'État en imposant aux

és des travailleurs

collectivités des missions, des financements et des dépenses encadrés. La conséquence inévitable sera la suppression de tout pouvoir aux communes, reléguées en modeste courroie de transmission du pouvoir central, voire européen.

Face à un tel déferlement anti social, anti démocratique et liberticide, l'union de l'ensemble des forces progressistes est impérative. L'heure est à faire front face à ce déchiquetage de la France héritière du progressisme à la française. L'heure est à l'union combative pour résister et organiser la riposte politique jusqu'à battre la droite et ses idées. En même temps, les mouvements sociaux et citoyens ont besoin d'éclairage sur des alternatives possibles.

Parmi les priorités, l'exigence porte sur le travail et les salaires comme l'ont fait les parlementaires communistes en déposant en mai dernier, trois propositions de loi fixant une hausse significative du SMIC à 1.600 euros bruts mensuels, en interdisant les licenciements dans les entreprises qui versent des dividendes, en octroyant aux salariés un pouvoir de veto suspensif des licenciements pour proposer d'autres solutions des difficultés que la réduction de la masse salariale et en supprimant le bouclier fiscal pour le transformer en bouclier social. Au-delà de ces mesures, il est impératif d'en finir avec l'abaissement systématique des impôts des plus riches, de l'impôt sur les sociétés, la suppression de la taxe professionnelle et l'exonération des cotisations patronales qui amputent le budget de l'État. Au contraire, la justice commanderait que les revenus financiers des entreprises et des banques participent au financement de la protection sociale.

Il n'y a pas de justice et d'efficacité sociale sans transformer la nature du crédit. Il doit être considéré comme un bien public, comme doit l'être la création d'un pôle public bancaire avec des nationalisations d'un nouveau type de la plus grande partie du secteur bancaire. En ce sens, des batailles unies des salariés de l'industrie, des services, des banques, des élus locaux, doivent aboutir à la création de structures régionales pluralistes, pour mettre en place des Fonds régionaux pour l'emploi, la formation et le développement humain durable, afin de rendre l'accès au crédit d'autant plus facile pour les investisseurs qui programment plus d'emplois et de formation. Des services publics qui

concourent à l'égalité territoriale et à l'égalité sociale, doivent être défendus pour être modernisés et démocratisés. Soyons nombreux dans la préparation de la votation citoyenne.

Portons la plus grande attention à la situation des jeunes qui vont souffrir du chômage, de la précarité et de la mal vie.

Mettons plus et mieux en débat un projet politique pour la formation, un travail sécurisé et intéressant avec un bon salaire, un vrai contrat d'autonomie.

En même temps, nos réflexions et nos travaux pour changer l'Europe doivent se poursuivre et s'amplifier à un moment où la majorité du Parlement européen est encore plus à droite et que ses manœuvres se poursuivent pour maintenir M. Barroso ou installer l'un de ses semblables à la tête de la Commission de Bruxelles. Tandis que la BCE demeure guidée par un dogmatisme monétaire au service des capitaux financiers.

Quelques semaines avant le sommet du G20, la relance du cycle de l'OMC et le sommet de Copenhague, nous devons mener le débat public pour mobiliser la société sur d'autres choix post-capitalistes possibles. Cette bataille politique et idéologique de grande ampleur que nous avons la responsabilité de mener est une question majeure pour le mouvement progressiste, pour participer activement à la construction d'un mouvement social et populaire majoritaire, pour inventer un autre monde, une autre société. L'urgence est de nous porter au devant de celles et ceux qui souffrent, ouvriers, employés, techniciens, cadres, paysans, intellectuels, petits artisans et commerçants pour les défendre pied à pied, pour obtenir des avancées sociales dans l'intérêt général et pour inventer un post-capitalisme à l'ordre du jour, loin des combinaisons politiciennes et médiatiques. L'urgence est de nous porter au devant des travailleurs, de la jeunesse et des retraités. Nous sommes attendus !



Patrick Le Hyaric
Directeur de l'Humanité